

Les derniers crimes du tyran Maduro, « source d'inspiration » de Méluche

écrit par Jules Ferry | 6 mai 2022



Le tyran vénézuélien, Nicolás Maduro, source d'inspiration de Méluche.

Venezuela bolivarien est une source d'inspiration pour nous, nous saluons la victoire de [#Maduro](#) !

– Jean-Luc Mélenchon (@JLMelenchon) [April 19, 2013](#)

Les derniers crimes du tyran Maduro, « une source d'inspiration » de Méluche

L'actualité vénézuélienne est complètement passée sous silence en France, tandis que Méluche l'admirateur de Maduro est porté aux nues.

C'est dommage car **les derniers crimes de Maduro sont hautement instructifs.**



Illustration en 3 exemples, pour ne citer que les derniers jours.

-le pouvoir judiciaire vient d'être transformé en une simple extension fantoche du régime.

-promotion du racisme et de l'indigénisme : Maduro change les armoiries de Caracas pour éliminer l'héritage catholique et espagnol

– 240 détenus au Venezuela prisonniers politiques : « *le problème, c'est l'extrême droite* » (Maduro, qui qualifie systématiquement ses opposants de fascistes.). **Depuis 2014, il y a eu 15 758 détentions politiques au Venezuela.** 9000 personnes font actuellement l'objet, « arbitrairement », de mesures restrictives de liberté.

Maduro vient de transformer le système judiciaire en une simple extension du régime.

L'Assemblée nationale (AN) du Venezuela, dirigée par les chavistes, a nommé mardi les 20 juges de la Cour suprême de justice, après des semaines de débats internes et sous le prétexte de créer un supposé « *pouvoir judiciaire impartial et efficace* ».

Le Parlement, qui est en conflit avec l'AN dirigée par l'opposant Juan Guaidó, a approuvé en janvier **une réforme qui a réduit de 32 à 20 le nombre de juges de la plus haute instance judiciaire, considérée par les critiques et les groupes non gouvernementaux de défense des droits de l'homme comme une extension du régime de Maduro.**

Une mission d'enquête indépendante des Nations unies sur les droits de l'homme a déclaré dans des rapports que **le système judiciaire vénézuélien a perpétué les violations des droits de l'homme** dans le cadre d'une politique d'État visant à étouffer la tyrannie de Nicolas Maduro.

Maduro change les armoiries de Caracas pour éliminer l'héritage catholique et espagnol



L'ancien blason de Caracas et le nouveau

Le 13 avril, coïncidant avec le mercredi saint, jour du très vénéré Jesús Nazareno, **le conseil municipal de Caracas a pris la décision de modifier les armoiries de la capitale.**

Concernant la question des armoiries : il ne peut pas nous surprendre que les conseillers de gauche aient décidé d'éliminer la phrase « *Ave María Santísima sin sin conçue au premier instant de son être naturel* », et c'est que l'objectif du PSUV n'est autre que tenter de déraciner la foi catholique de l'âme des caraqueños .

Pour cette raison, ils ont incorporé au bouclier chaviste la plante connue sous le nom de « Pira » (amarante), qui est utilisée pour le spiritisme et les rites de la santería . Aussi absurde et bizarre que cela puisse paraître, il est sage de le penser puisque, et comme le dit David Placer dans son livre *Los brujos de Chávez* , « le vrai ciment de la révolution bolivarienne, celui qui consolide les sympathies et les convictions, n'en est aucun autre que le monde magico-religieux ».

Mais la chose ne s'est pas arrêtée là, le Conseil s'est également attaqué au lion , figure qui a toujours caractérisé la ville, dans le but de rompre avec l'héritage hispanique. C'est un objectif explicite puisque, selon le portail El Nacional , les conseillers chavistes ont cherché -avec le bouclier approuvé par eux- « à rompre radicalement avec la vassalité coloniale » et à reconnaître le passé des peuples originels. C'est-à-dire : « Une symbologie qui est une expression du processus de décolonisation de la mémoire historique collective du peuple de Caracas ».

Et puis... imposer une nouvelle histoire identifiant Caracas à la révolution bolivarienne mal nommée, pour laquelle ils ont placé l'étoile communiste sur le bouclier , l'année 1989 (correspondant au pillage qui a frappé Caracas pendant cette période et que le chavisme a revendiqué comme date nationale), en plus de l'année 2002, faisant référence au 13 avril, le jour où Chávez est revenu au pouvoir après le massacre que son administration a produit deux jours auparavant et qui a forcé la démission du commandant du coup d'État.

Un autre des objectifs du bouclier chaviste est de promouvoir le racisme et l'indigénisme, c'est pourquoi ils ont placé au centre de celui-ci l'image de Simón Bolívar avec une femme noire et un homme indigène. Les montagnes au nord de Caracas apparaissent également, mais pas avec leur nom traditionnel de « Ávila », mais avec leur appellation indigène de « Waraira Repano ».

Il s'agit donc d'un nouveau récit sur l'histoire de la ville hispanique fondée par Francisco Fajardo, pour en faire une population indigène, adepte de la santería (**Chávez serait devenu santo en 1993**) et chaviste. Un nouvel élément de contrôle social que nous devons défaire lorsque la démocratie vénézuélienne sera sauvée.

<https://gaceta.es/actualidad/arremeter-contr-a-el-catolicismo-la-historia-y-la-tradicion-las-razones-por-las-que-el-chavismo-cambio-el-escudo-de-caracas-20220422-0030/>

<https://gaceta.es/actualidad/el-foro-penal-denuncia-la-represion-del-regimen-chavista-hay-240-presos-politicos-en-venezuela-20220417-0830/>

https://twitter.com/BFMTV/status/854957543289913345?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E854957543289913345%7Ctwgr%5E%7Ctwcon%5Es1_c10&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.lexpress.fr%2Factualite%2Fpolitique%2Flfi%2Fjean-luc-melenchon-veut-faire-comme-maduro_1945600.html

Le Forum pénal dénonce la répression du régime chaviste : il y a 240 prisonniers politiques au Venezuela (9000 personnes font l'objet, « arbitrairement », de mesures restrictives de liberté).

« Depuis 2014, il y a eu 15 758 détentions politiques au Venezuela ».



L'ONG vénézuélienne Foro Penal a dénoncé la répression du régime chaviste et a indiqué qu'il y a 240 détenus au Venezuela qu'elle considère comme des prisonniers politiques, chiffre inchangé par rapport à son dernier rapport de la semaine dernière.

L'ONG a indiqué que, sur le nombre total de prisonniers, 226 sont des hommes, 14 sont des femmes et il y a aussi un mineur, dont 110 sont des civils et 130 des militaires.

« Depuis 2014, 15 758 détentions politiques ont été enregistrées au Venezuela », a indiqué le Foro Penal, qui a assuré qu'à ce jour, plus de 9 000 personnes font encore l'objet, « arbitrairement », de mesures restrictives de

liberté.

Par ailleurs, lundi dernier, lors du « Sommet international contre le fascisme » organisé par le régime vénézuélien pour marquer le 20^e anniversaire de la démission d'Hugo Chávez de la présidence après le massacre du 11 avril 2002, Nicolás Maduro a tenté de légitimer son modèle, qui viole les droits de l'homme et a provoqué la pire catastrophe humanitaire de l'histoire de l'Amérique latine, en qualifiant ses opposants de quelque chose qui n'existe plus : les fascistes.

Pour parvenir à ses fins, le tyran vénézuélien a invité – tous frais payés, comme toujours – quelque 200 flagorneurs internationaux, dont l'Espagnol Juan Carlos Monedero. Tout cela pour souligner la bonté supposée du chavisme comme modèle politique.

En fait, le fondateur de [Podemos](#), Juan Carlos Monedero, a rendu hommage, lors du sommet, au régime chaviste et au président vénézuélien Nicolás Maduro et a souligné qu'en Europe, nous assistons à « une montée de l'extrême droite partout ». « Et le problème, c'est que l'extrême droite entraîne également les forces prétendument démocratiques », a-t-il déclaré.

<https://gaceta.es/actualidad/el-foro-penal-denuncia-la-represion-del-regimen-chavista-hay-240-presos-politicos-en-venezuela-20220417-0830/>